



Conseil économique et social

Distr. générale
2 septembre 2022
Français
Original : anglais

Session de 2022

23 juillet 2021-22 juillet 2022

Débat consacré aux affaires humanitaires

Compte rendu analytique de la 26^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 21 juin 2022, à 15 heures

Président : M. Pary Rodríguez (Vice-Président) (État plurinational de Bolivie)

Sommaire

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (*suite*)

Table ronde : « Aide humanitaire et enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 : œuvrer ensemble pour que les enfants et les femmes ne soient pas laissés de côté »

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



En l'absence de M. Kelapile (Botswana), M. Pary Rodriguez (État plurinational de Bolivie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 9 de l'ordre du jour : Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (suite) (A/77/72-E/2022/50)

1. **Le Président** déclare que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a atteint des niveaux sans précédent en 2021 et ne cesse d'augmenter en 2022, mettant à rude épreuve le système humanitaire et soulignant la nécessité de trouver des solutions plus efficaces et systémiques. En 2021, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu des répercussions majeures, creusant les écarts entre les pays, augmentant la vulnérabilité et exacerbant les crises humanitaires, en plus des souffrances causées par les changements climatiques et les conflits violents.

2. En 2021 et 2022, le contexte dans lequel l'aide d'urgence est fournie ne cesse d'évoluer. La pandémie et ses effets aggravent les multiples défis auxquels les agents humanitaires font déjà face, notamment les conflits violents, l'augmentation de la faim et les effets dévastateurs des changements climatiques. Les femmes et les enfants sont touchés de manière disproportionnée par les crises humanitaires, par exemple une « pandémie fantôme » de violence à l'égard des femmes et des filles, la perte d'emplois, un accès limité aux services, un manque d'inclusion dans la prise de décision et le déclin brutal de l'accès des filles à l'éducation par rapport aux garçons.

Table ronde : « Aide humanitaire et enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 : œuvrer ensemble pour que les enfants et les femmes ne soient pas laissés de côté »

3. **M^{me} Uusikyla** (Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources), animatrice, déclare que le relèvement complet des effets multidimensionnels de la pandémie est encore une perspective lointaine pour nombre de pays et de populations. L'inversion sans précédent de la réduction de la pauvreté touche particulièrement les personnes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, et les vaccins contre la COVID-19 restent inaccessibles pour de nombreux pays, ce qui expose leurs populations à de futures vagues, à de nouveaux variants, aux maladies et à une surmortalité. La table ronde fournit une plateforme pour examiner les mesures susceptibles d'être prises par les acteurs humanitaires et les améliorations qui pourraient

être apportées, ainsi que l'action collective nécessaire pour assurer la préparation et la capacité à prévenir une future pandémie.

4. **M^{me} Russell** [Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)], intervenante, déclare que la pandémie continue à faire des ravages dans la vie de millions d'enfants. L'heure est donc venue de faire le point et d'appliquer les enseignements tirés de la lutte menée conjointement contre la COVID-19. L'un des principaux enseignements est que les situations d'urgence mondiale nécessitent des partenariats mondiaux, notamment entre les organismes des Nations Unies. À cet égard, la collaboration entre l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'UNICEF a été unique et a permis de conserver au centre de l'action collective les besoins des femmes, des enfants et de toutes celles et ceux qui sont en situation d'urgence humanitaire. Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 a supervisé la plus grande opération d'achat et de fourniture de vaccins de l'histoire, démontrant ainsi que la coordination était essentielle pour atteindre l'ensemble des pays et populations à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

5. La pandémie a permis de mieux comprendre comment les crises en cascade aggravaient les risques pour les enfants et pourquoi les activités de préparation devaient être renforcées. Les risques auxquels sont exposés les enfants, en particulier les plus vulnérables, ont augmenté de façon exponentielle pendant la pandémie, ce qui a fait reculer les progrès dans des domaines clés. La pandémie a également révélé les faiblesses et les inégalités structurelles de tous les systèmes dont dépendent les enfants vulnérables. En outre, les populations les plus durement touchées sont celles qui ont le moins accès à ces services, notamment celles concernées par les situations d'urgence humanitaire.

6. On estime que 100 millions d'enfants supplémentaires vivent actuellement dans la pauvreté à cause de la pandémie. Au cours de la seule année 2020, 23 millions d'enfants supplémentaires n'ont pas reçu les vaccins essentiels. Neuf millions d'enfants risquent de souffrir d'émaciation, qui est la forme la plus mortelle de malnutrition, et beaucoup d'entre eux n'ont pas accès à un traitement. Des investissements sont nécessaires pour que des mesures soient prises dès l'apparition des premiers signes d'alerte, car il n'est pas envisageable d'attendre que la situation se détériore davantage. Par ailleurs, 10 millions de filles s'exposent au mariage forcé, la pandémie a nui gravement à la santé mentale des enfants et la violence fondée sur le genre a augmenté.

7. La pandémie a démontré que les enfants pouvaient rapidement accumuler du retard dans leur apprentissage et qu'une action rapide était nécessaire pour y faire face. Les données actuelles montrent qu'au moins 70 % des enfants des pays à faible revenu ne peuvent pas lire une phrase simple à l'âge de 10 ans. La crise d'apprentissage actuelle est sur le point de devenir une catastrophe d'apprentissage générationnelle. En outre, les conséquences économiques de la fermeture des écoles causée par la pandémie peuvent engendrer une perte de 17 000 milliards de dollars de revenus à vie pour toute la génération d'écoliers concernée. Il n'y a que peu de marge de manœuvre pour s'attaquer à la crise de l'apprentissage. La communauté internationale devrait s'efforcer de venir en aide à chaque enfant et de donner la priorité aux programmes de rattrapage afin qu'ils puissent acquérir les bases de tout apprentissage futur, à savoir la lecture et les mathématiques.

8. Un autre enseignement important a été le rôle crucial joué par les services de protection sociale qui aident les familles à faire face aux situations de crise. Cette assistance directe a été indispensable pour lutter contre la pandémie car elle a contribué à atténuer les pires répercussions économiques, ce qui est un aspect essentiel de la préparation aux situations d'urgence. La mobilisation de la population et l'autonomisation des jeunes sont également essentiels. Pour éviter que les enfants aient à supporter le coût de la pandémie pour le reste de leur vie, il est impératif d'investir dans la préparation, notamment par la mise en place de systèmes de soins de santé primaires et d'autres systèmes solides et résilients au niveau local. L'UNICEF est déterminé à collaborer avec l'OMS à cette fin. Dans toutes les actions entreprises, il faut s'efforcer de venir en aide aux enfants les plus exclus et les plus marginalisés, notamment ceux qui sont en situation d'urgence et de pauvreté, les enfants handicapés et les filles. C'est le seul moyen de garantir un relèvement inclusif qui profite à tous les enfants et à toutes les sociétés.

9. **M. Petersen** [Sous-secrétaire général, Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)], intervenant, déclare que des centaines de millions de personnes dans le monde souffrent actuellement de la faim, de la pauvreté et des déplacements. En outre, les souffrances causées par la COVID-19, les crises climatiques et les conflits exacerbent la situation des femmes et des filles dans le monde entier. En 2022, 290 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire et de protection, et un nombre record de 276 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Pendant la pandémie et d'autres crises récentes, des services

essentiels de santé sexuelle et procréative ont été interrompus, la violence fondée sur le genre s'est fortement amplifiée, les cas de mariage d'enfants se sont multipliés, les inégalités se sont creusées, les décès maternels ont augmenté et les besoins non satisfaits en matière de contraception moderne se sont accentués. Les effets de ces catastrophes touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles.

10. Le FNUAP a constaté que, pour répondre à l'augmentation des besoins humanitaires dans le monde, les services de santé sexuelle et procréative et les services de lutte contre la violence fondée sur le genre devaient être intégrés pendant les situations d'urgence, afin de répondre de façon plus efficace et plus coordonnée aux besoins des femmes, des adolescentes et des populations ainsi que de renforcer les capacités locales et nationales. Les personnes touchées par les conflits, la crise climatique et les déplacements ont également besoin d'un soutien en matière de santé mentale et psychosociale pour faire face au stress, au chagrin et aux pertes auxquels elles sont confrontées. Le FNUAP collabore avec ses partenaires afin que l'aide soit le plus largement disponible. Dans toutes les actions menées et les services fournis, il écoute les populations et groupes concernés, ce qui est un aspect essentiel des travaux réalisés par les acteurs humanitaires.

11. Pendant les crises actuelles, chaque femme est en droit d'attendre que sa sécurité et celle de sa famille soient des priorités humanitaires. Par ailleurs, afin de contribuer à la protection des femmes, les agents humanitaires doivent comprendre les menaces auxquelles elles font face et le soutien dont elles ont besoin. Un financement spécial devrait y être consacré, à la hauteur des défis à relever. Outre la collaboration menée pour faire face à des situations d'urgence complexes avec des ressources limitées, il faut établir des systèmes d'alerte précoce et prendre des mesures préventives. Il faut également renforcer considérablement la collaboration entre les gouvernements et les acteurs du développement, de l'action humanitaire, de la paix et du climat.

12. Grâce à la coopération internationale, le FNUAP continue de fournir des services vitaux aux femmes et aux jeunes touchés par les crises humanitaires. L'année dernière, il a aidé plus de 29 millions de personnes dans 60 pays. Il reste déterminé à collaborer en vue de sauver des vies, réduire la souffrance et défendre les valeurs sur lesquelles l'ONU a été fondée. Compte tenu des menaces directes qui pèsent sur l'humanité, les conséquences de l'inaction n'ont jamais été aussi graves.

13. **M. Nasir** [Représentant, Président du Groupe des Vingt (G20) et Représentant permanent de l'Indonésie], intervenant, déclare que la COVID-19 a fondamentalement changé la façon dont l'aide humanitaire est fournie. Néanmoins, un nouveau défi humanitaire a déjà fait son apparition, à savoir la crise alimentaire et énergétique. L'Indonésie est exposée aux catastrophes, qui deviennent plus fréquentes en raison des changements climatiques. Avec une population d'environ 273 millions d'habitants répartis sur des milliers d'îles, l'acheminement de l'aide humanitaire en Indonésie est toujours un défi de taille. En outre, les femmes et les enfants sont les plus touchés par les catastrophes et doivent donc faire l'objet d'une attention soutenue.

14. L'Indonésie a assuré une protection particulière aux femmes et aux enfants contre la violence fondée sur le genre dans le contexte des catastrophes, notamment au moyen de politiques d'habitat tenant compte des questions de genre ainsi que de programmes favorisant l'établissement de villages résistants face aux catastrophes et aidant les jeunes à réagir aux catastrophes. En outre, pendant la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a protégé les femmes et les enfants contre les risques multiples et intégré les problèmes auxquels ils font face dans les programmes nationaux de lutte contre la COVID-19. Un soutien pédagogique a également été fourni aux étudiants à tous les niveaux afin de permettre l'apprentissage à distance. L'une des principales stratégies du Gouvernement a été d'éviter un confinement complet, en trouvant un équilibre entre les préoccupations de santé publique et la préservation de l'économie. Cela est particulièrement important pour l'Indonésie, car les moyens de subsistance de la majeure partie de la population dépendent du secteur informel, dans lequel de nombreuses femmes sont employées.

15. L'un des enseignements les plus importants tirés de la pandémie est qu'il n'existe pas de solution toute faite. Ainsi, l'Indonésie collabore avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ainsi que de ses voisins et partenaires régionaux, en vue de renforcer les mécanismes de coordination et la coopération dans la lutte contre la pandémie. En outre, elle a continué de secourir les réfugiés rohingya pendant la pandémie, en leur fournissant des abris temporaires, des services médicaux et des produits de base. Par ailleurs, la pandémie a démontré l'importance de la collaboration entre toutes les parties prenantes, notamment le public, aux niveaux local, régional et national. Parallèlement, la croissance économique en Indonésie devrait se maintenir à environ 5 % cette année, ce qui est supérieur à celle de nombreux pays développés.

16. Dans le cadre de sa présidence du G20 cette année, l'Indonésie a choisi le thème « Se relever ensemble, se relever plus fort » en vue de favoriser la solidarité, la coopération et le multilatéralisme dans le cadre du relèvement de la pandémie de COVID-19 et de faire face aux futures crises humanitaires. À cette fin, le G20 accorde également la priorité au renforcement de l'architecture de la santé mondiale.

17. **M. Castellanos** (Secrétaire général adjoint, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), intervenant par visioconférence, déclare que le réseau de la Fédération internationale a aidé plus de 950 millions de personnes dans 192 pays au moyen d'activités de communication des risques, de mobilisation de la population et de responsabilisation, et mis en priorité les populations au centre de son action. La pandémie de COVID-19 a emporté des millions de vies, creusé les inégalités et augmenté les vulnérabilités dans le monde entier, en particulier chez les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. De nombreuses personnes vivent actuellement sous la menace de la crise climatique, des conflits, des catastrophes, des déplacements et des maladies. La crise humanitaire provoquée par la COVID-19 a été marquée par des inégalités profondes et persistantes et déterminée par la façon dont le monde a réagi, et elle a touché les populations les plus vulnérables. On a également observé l'augmentation de pandémies cachées liées à la santé mentale et à la violence fondée sur le genre. Tous les individus, en particulier les enfants et les jeunes, doivent avoir accès à un soutien en matière de santé mentale afin de favoriser leur bien-être mental, physique et émotionnel.

18. Malgré les souffrances et les pertes causées, la pandémie a également permis de tirer des enseignements en matière de relèvement, de prévention d'une future urgence sanitaire et de résolution des problèmes humanitaires actuels. Parmi ces enseignements figurent l'investissement dans la préparation de l'ensemble de la société et la possibilité pour les acteurs locaux de prendre en main les mesures visant à faire face aux crises et de contribuer aux priorités mondiales en matière de sécurité sanitaire. Si nombre de gouvernements et d'organisations d'aide humanitaire et de développement se sont efforcés de faire partie de la solution, beaucoup sont confrontés à d'immenses défis liés à des dispositifs, des politiques et des procédures archaïques et inadaptés. Le cycle de la chaîne d'approvisionnement a également été fragilisé, ce qui nuit à l'accès équitable dans le monde entier. Pendant le relèvement de la pandémie de COVID-19, il convient de renforcer les mécanismes de protection

sociale, en particulier pour les plus vulnérables et, pour ce faire, de consolider les services de santé mentale, de créer des espaces sûrs pour les filles et les femmes, de fournir aux jeunes un accès plus équitable aux soins de santé et de traiter l'éducation de manière globale afin d'élargir les solutions d'apprentissage. Il est maintenant possible de bâtir des systèmes de santé plus forts, plus durables et plus intégrés.

19. La pandémie a également ouvert des perspectives, puisqu'elle a permis d'accélérer la mise au point de solutions numériques par les gouvernements et les institutions et de tester la capacité des populations à utiliser les technologies. Il convient d'investir dans la numérisation afin de consolider les acquis. Le pouvoir de décision doit être confié aux acteurs locaux et les actions entreprises devraient être fondées sur leurs besoins et leurs préoccupations. Afin de comprendre et de traiter les obstacles propres au contexte, il faut collaborer avec des organisations locales qui ont des relations uniques avec les populations. Il faut également tirer parti du pouvoir des partenariats. Afin de renforcer la résilience, il faut élargir la collaboration au-delà des secteurs de l'action humanitaire et du développement. Le secteur privé, les collectivités locales et les populations locales ont également un rôle à jouer. Il est indispensable d'apporter de l'aide, de l'espoir et de la dignité aux populations les plus vulnérables et marginalisées à travers le monde à un moment où un tel soutien est le plus nécessaire.

20. **M^{me} Soeripto** [Présidente-Directrice générale de Save the Children (États-Unis d'Amérique)] déclare que la convergence de la pandémie, des conflits, des changements climatiques et du rétrécissement de l'espace civique menace les droits de l'enfant dans le monde entier, créant ainsi une crise de protection de l'enfance sans précédent. Il est dramatique que des enfants continuent d'être tués, blessés et exploités dans les conflits du monde entier. En outre, les graves traumatismes invisibles subis par les enfants ont souvent des conséquences à vie. Pour la première fois depuis des décennies, les taux de mariage et de travail des enfants sont en hausse. L'école et l'éducation permettent de sauver des vies et sont la priorité absolue pour les enfants et les parents. Néanmoins, des centaines de millions d'enfants continuent d'être privés d'école ou de formation, ou ne reçoivent pas un enseignement de qualité. L'action humanitaire n'accorde toujours pas suffisamment d'importance et de fonds à l'éducation. Des milliers d'écoles ont été endommagées ou détruites lors de conflits à travers le monde. Les enfants voient leur santé, notamment mentale, se dégrader et beaucoup d'entre eux ne sont pas vaccinés. Ils représentent une

part disproportionnée des 49 millions de personnes menacées par la faim et la famine.

21. Alors qu'une action humanitaire fondée sur des principes est plus que jamais nécessaire, la marge de manœuvre de la société civile se réduit dans le monde entier, ce qui signifie que des acteurs tels que Save the Children ne peuvent pas toujours aider les groupes les plus vulnérables. Les défenseurs des droits humains sont discrédités et fragilisés, et les mesures restrictives de lutte contre le terrorisme et les sanctions empêchent la fourniture de produits et de services à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Si ces sanctions ne visent pas particulièrement les personnes les plus vulnérables, elles les touchent néanmoins. Il est également devenu plus dangereux de prendre la parole pour défendre les enfants lorsque leurs droits sont violés ou leur vie est menacée.

22. S'agissant des enseignements à retenir, il est essentiel de s'engager à respecter les principes humanitaires et à agir sur la base de données factuelles, en partenariat avec le secteur privé, les acteurs locaux et les organismes des Nations Unies. Il est également indispensable de savoir s'adapter et de rester flexible en toutes circonstances. Par exemple, Save the Children a intensifié ses activités de rattrapage pour veiller à ce que les enfants ne perdent pas leurs acquis en raison du temps passé hors de l'école. Cependant, il faut faire plus, et les agents humanitaires doivent placer les enfants au cœur de leurs actions, au moyen d'un financement solide et global de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement axées sur les enfants. Ces investissements doivent être pluriannuels par nature et couvrir les cycles de conflit et de paix. En général, les enfants ne reçoivent qu'un pourcentage à un chiffre de tout financement du développement humanitaire, alors qu'ils représentent 30 à 35 % de la population mondiale et souvent 50 % des populations les plus vulnérables.

23. Il faut également renforcer le principe de responsabilité et la justice en faveur des enfants et, ce faisant, mettre fin à l'impunité pour les violations de leurs droits, notamment le refus d'accès humanitaire et les attaques contre les écoles, les hôpitaux et les infrastructures essentielles. Tous les dispositifs d'application du principe de responsabilité devraient être adaptés aux enfants afin de leur permettre de témoigner. En outre, les enfants devraient acquérir les compétences civiques et politiques nécessaires pour défendre leurs propres droits, notamment à l'ONU. Enfin, il faut assurer la survie de la société civile indépendante et protéger l'espace et les principes humanitaires.

24. **M^{me} Sherif** (Directrice du fonds Éducation sans délai), intervenante, s'exprimant par visioconférence, déclare que le fonds a publié un rapport démontrant que l'éducation était actuellement interrompue ou gravement remise en cause pour 222 millions d'enfants, dont 50 % de filles et d'adolescentes. Ce chiffre est la conséquence de l'implication des enfants et des adolescents dans les conflits armés, en plus des catastrophes d'origine climatique et des effets de la pandémie de COVID-19. En Afghanistan, des millions d'adolescentes n'ont pas le droit de suivre un enseignement secondaire. À cet égard, les décisions politiques doivent être prises en conformité avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant. Une programmation conjointe et une coordination sont nécessaires, ainsi qu'une action anticipée comme mesure préventive.

25. Les données relatives à la COVID-19 indiquent que 50 % des filles réfugiées qui sont en âge de suivre un enseignement secondaire pourraient ne jamais retourner à l'école à cause de la pandémie. Dans le même temps, les filles sont exposées aux mariages et aux grossesses précoces, à la traite et aux violences domestiques et sexuelles. Dans le contexte humanitaire, elles ont déjà considérablement souffert à cause des conflits et des catastrophes d'origine climatique, en plus de la pandémie de COVID-19. Face à la pandémie, le fonds collabore avec tous les organismes des Nations Unies chargés de l'éducation, ainsi qu'avec la société civile, notamment les organisations locales et les organisations de femmes, et les gouvernements hôtes.

26. Lorsque l'OMS a déclaré la pandémie de COVID-19, le fonds a immédiatement débloqué sa réserve de 25 millions de dollars, puis œuvré avec des partenaires donateurs stratégiques et le secteur privé en vue de fournir un soutien éducatif à 30 millions d'enfants et de jeunes, dont 50 % de filles et d'adolescentes. Une action coordonnée, conforme à la réforme du Secrétaire général, a permis d'agir rapidement. Il faut réduire davantage la bureaucratie, renforcer le principe de responsabilité envers les filles et les adolescentes ciblées et collaborer avec les gouvernements hôtes. Il est important d'agir rapidement en cas de catastrophe telle que la pandémie.

27. Il existe une fracture socioéconomique nette en termes d'accès aux solutions numériques. Par exemple, en Afrique subsaharienne, on constate un manque d'électricité, de Wi-Fi et de produits numériques. Le principal enseignement tiré de ce clivage est l'importance de partager ces ressources, notamment au moyen du financement de l'éducation dans les situations d'urgence et de crise. L'éducation doit être considérée

comme une priorité vitale dans le secteur humanitaire. En outre, elle est essentielle pour assurer l'autonomisation des filles et la réalisation de l'égalité des genres. Le principal enseignement à retenir est que, pour faire face aux futures pandémies, crises et guerres, il faut donner la priorité et accorder des financements à l'éducation et partager les ressources.

28. **M^{me} Campbell** (États-Unis d'Amérique) déclare que la protection doit être un élément clé des mesures visant à lutter contre la COVID-19. Il faut agir à plusieurs niveaux afin de répondre aux besoins urgents et de réfléchir stratégiquement à améliorer les systèmes en prévision des crises futures et à autonomiser les acteurs locaux. La pandémie a renforcé le besoin d'assistance et les obstacles à celle-ci, en particulier pour les populations déplacées. En outre, les acteurs humanitaires ont besoin des outils les plus récents et les plus innovants pour orienter leurs travaux.

29. Des efforts de protection doivent également être faits en matière de documentation et d'enregistrement des faits d'état civil. Bien que son gouvernement préconise l'inclusion des réfugiés et des apatrides, l'enregistrement à l'état civil doit également être étendu afin que l'absence de documents ne constitue pas un obstacle à l'utilisation de services vitaux, en particulier pour les personnes les plus vulnérables à la violence, à l'exploitation et aux abus. Parallèlement, la décision de fermer une école devrait être prise au niveau local et en fonction des autres solutions viables disponibles, de manière à garantir que les besoins de protection et d'éducation des enfants soient satisfaits. Afin de prévenir la violence fondée sur le genre, il faut aussi investir à long terme dans l'égalité des genres, ce qui comprend non seulement le financement mais aussi la collaboration avec les populations en vue d'atténuer les risques.

30. **M^{me} Sorto Rosales** (Observatrice d'El Salvador) déclare que son gouvernement a pris des mesures préventives pour protéger la santé de la population à l'égard de la COVID-19, en recherchant les meilleures stratégies visant à assurer le bien-être et en renforçant les systèmes de protection sociale. Parmi les mesures prises, la priorité a été donnée à l'innovation numérique, aux programmes qui visent à assurer la continuité de l'enseignement, notamment le soutien aux personnes handicapées, et aux soins de santé primaires. El Salvador est également déterminé à faire en sorte que les femmes et les filles exercent pleinement leurs droits, notamment le droit à une vie sans violence, sur un pied d'égalité.

31. L'oratrice demande quelles actions concrètes les États Membres devraient confier à l'ONU et aux

bureaux de pays afin de se préparer aux futures crises et d'éviter d'annuler les progrès réalisés dans les trois piliers fondamentaux du développement durable, en réduisant les effets sur les femmes, les enfants, les migrants, les personnes handicapées, les peuples autochtones et d'autres personnes en situation de vulnérabilité.

32. **M^{me} Poenateetai** (Thaïlande) dit que, pour reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19, l'accès à des services de santé de qualité et abordables est fondamental. Il reste fort à faire pour combler les lacunes, renforcer les systèmes de santé nationaux, garantir un accès équitable aux technologies de santé permettant de sauver des vies, promouvoir les soins de santé primaires, assurer une couverture sanitaire universelle et soutenir les programmes de vaccination systématique des enfants. Cela est particulièrement vrai pour les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les migrants et celles et ceux qui ont été touchés de manière disproportionnée par les répercussions de la pandémie.

33. Les femmes doivent jouer un rôle plus important dans la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies et doivent être protégées et soutenues, notamment leur santé et leur sécurité. En outre, les populations ont un rôle important à jouer pour faire face aux situations d'urgence sanitaire. Conformément aux Principes de Bangkok pour la mise en œuvre des composantes santé du Cadre de Sendai, la santé devrait être intégrée dans les stratégies de gestion des risques d'urgence et de catastrophe. Enfin, un traité juridiquement contraignant sur les pandémies permettra d'améliorer les capacités et la préparation à la prochaine pandémie.

34. **M^{me} Tangen** (Observatrice de la Norvège) déclare que la violence sexuelle et fondée sur le genre a augmenté de façon spectaculaire pendant la pandémie, les personnes touchées par les crises humanitaires étant souvent les plus exposées. La Norvège continuera à promouvoir le renforcement de l'action opérationnelle, l'augmentation du financement mondial et la reconnaissance du rôle clé des organisations nationales et locales, notamment des organisations de femmes. La pandémie de COVID-19 a également eu des répercussions majeures sur l'éducation, entraînant des fermetures d'écoles et une augmentation des taux d'abandon scolaire, ce qui rend les enfants encore plus vulnérables. L'éducation est essentielle dans les situations de conflit ; les écoles et les universités fournissent des cadres sûrs et familiers, tout en reliant les étudiants à des ressources vitales telles que des services de nutrition et de santé mentale. Dans les conflits et les crises, les enfants paient le plus lourd

tribut. Il est indispensable de mieux les protéger et de leur garantir un meilleur avenir.

35. **M^{me} Daniels** [Organisation internationale pour les migrations (OIM)] dit que les migrants se voient souvent refuser l'accès aux services de santé, notamment aux vaccinations, en raison de la méfiance et des préjugés auxquels ils sont confrontés. Pour les femmes migrantes, qui sont surreprésentées parmi les travailleurs migrants peu qualifiés, la situation est pire. Les femmes font souvent face à des obstacles plus importants en termes d'accès aux soins de santé essentiels et ininterrompus, notamment aux services de santé sexuelle et procréatives. L'OIM surveille les obstacles liés à l'accès aux services de santé pour les migrants, en particulier les femmes et les enfants, et continue à favoriser la participation des migrants à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des mesures prises au niveau local et national pour lutter contre la COVID-19.

36. Les femmes jouent un rôle important pour veiller à ce que leurs communautés aient accès aux services de soins de santé, notamment ceux qui sont essentiels à leur survie et à celle des enfants en cas d'urgence. Il faut aussi renforcer la vaccination systématique, en particulier pour les populations touchées par la crise, quel que soit leur statut juridique. En outre, les démarches basées sur l'éducation et la mobilisation de la population doivent être adaptées aux contextes nationaux, et les services de santé mentale et de soutien psychosocial sont également indispensables.

37. **M. Elliott** [(Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)] déclare que la pandémie a aggravé les facteurs existants d'insécurité alimentaire. Une fois de plus, les femmes, les enfants, les jeunes et les populations autochtones sont les plus touchés. Dans le monde entier, l'écart entre les genres en matière d'insécurité alimentaire s'est creusé ; l'insécurité alimentaire était 10 % plus élevée chez les femmes que chez les hommes en 2020, contre 6 % en 2019. Les femmes sont également plus susceptibles de perdre des revenus dans le travail informel et d'être concernées par la diminution des envois de fonds. Depuis le début de la pandémie, la FAO a aidé les plus vulnérables à accéder à la fois à la nourriture et à des moyens de subsistance afin de maintenir la production alimentaire et le fonctionnement des marchés, tout en réduisant le risque de transmission de la COVID-19. Les données sont également utilisées pour mesurer les risques multiples et évaluer les répercussions de la pandémie dans les pays touchés par des crises alimentaires, ce qui permet une collaboration étroite avec les gouvernements et d'autres partenaires pour lutter contre les effets directs du virus et ses effets

secondaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La FAO continuera d'aider les gouvernements à intégrer des mesures d'atténuation des risques, à venir en aide aux groupes les plus touchés par les restrictions liées à la COVID-19 et à lutter contre la hausse des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles.

38. **M^{me} Shange-Buthane** (Observatrice de l'Afrique du Sud) estime que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence de fortes disparités économiques et sociales et creusé les inégalités, les femmes et les filles étant confrontées à de plus en plus de formes de discrimination croisées et d'exclusion. En temps de crise, les jeunes femmes et les filles font partie des groupes les plus vulnérables de la société ; leurs voix doivent être entendues. Les fermetures d'écoles pendant la pandémie ont des effets préoccupants sur la santé et le bien-être des filles. Les écoles offrent généralement un environnement sûr et sain aux enfants, et l'éducation joue un rôle important dans l'indépendance économique, l'autonomie et la santé à long terme des femmes et des filles. Pendant la pandémie, l'Afrique du Sud a constaté l'importance de la coordination de l'ensemble du Gouvernement et du soutien des autres partenaires et secteurs, grâce aux structures de coordination existantes qui favorisent la mise en œuvre de mesures au niveau national. Le Gouvernement a également déclaré que la violence fondée sur le genre était une autre pandémie à laquelle il fallait s'attaquer et a fourni les ressources nécessaires à cette fin.

39. **M. Fontaine** (Directeur du Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF), s'exprimant au nom du Directeur exécutif de l'UNICEF, déclare que les mesures de protection sont essentielles en vue de faire face aux effets à long terme des fermetures d'écoles et des occasions ratées du fait de la pandémie de COVID-19. Pendant la pandémie, la nécessité de prendre en compte tous les aspects de la crise de manière globale et de réagir de manière intégrée est devenue évidente. Les fermetures d'écoles ont une incidence sur l'éducation, mais aussi sur la protection, puisqu'environ 10 millions de filles risquent d'être mariées de force et de ne pas retourner à l'école, et 9 millions d'enfants s'exposent au travail forcé d'ici la fin 2022. Si les conséquences des fermetures d'écoles n'ont pas encore été pleinement calculées, on estime qu'à un certain moment, 1,6 milliard d'écoliers étaient déscolarisés, les plus touchés étant les plus jeunes et les déplacés. En outre, avant la pandémie, 50 % des enfants des pays à faible revenu ne pouvaient pas lire une phrase simple à l'âge de 10 ans ; ils seraient aujourd'hui 70 %. La Banque mondiale a également estimé que les jeunes perdraient 17 000 milliards de dollars de revenus si la crise de l'apprentissage n'était pas résolue.

40. Outre la préparation, l'un des aspects les plus importants d'une réponse réussie à une urgence de santé publique est la confiance de la population dans les dirigeants du pays. Cette confiance naît de la lutte contre les inégalités et de l'accès aux soins de santé et aux vaccinations systématiques. Les systèmes de santé résilients renforcent considérablement la confiance au niveau local. Les mesures à prendre pour résoudre la crise de l'apprentissage résultant de la pandémie comprennent la réinscription et le maintien des enfants dans les écoles, l'évaluation de la qualité de l'apprentissage comme moyen d'influencer l'élaboration des politiques et la prise de décision, la priorité donnée à l'alphabétisation et aux mathématiques, l'augmentation des programmes de rattrapage et la mise au point de systèmes pour aider la santé mentale et le bien-être psychosocial des enfants.

41. **M. Petersen** (Sous-Secrétaire général, Directeur exécutif adjoint du FNUAP) déclare que la communauté internationale, en collaboration avec les partenaires locaux, doit empêcher que la violence fondée sur le genre soit normalisée du fait de la pandémie. Des investissements à long terme sont également nécessaires afin que les sociétés et les communautés puissent faire face aux pandémies, aux crises et aux catastrophes naturelles lorsqu'elles se produisent. La perspective de genre doit être intégrée dès le départ dans ces efforts, et les besoins spécifiques des femmes et des filles en matière de protection, notamment en termes de santé familiale et procréative, doivent être pris en compte.

42. Les données sont un élément essentiel du nouveau plan stratégique du FNUAP, qui intègre son action et ses activités humanitaires en vue d'atteindre ses objectifs et ses résultats stratégiques à long terme. La préparation peut être assurée en investissant à l'avance dans les données. Il faut adapter les mesures prises au contexte local ; en 2021, près de 40 % du financement humanitaire du FNUAP a été acheminé vers des partenaires locaux, un pourcentage qui est appelé à augmenter. La collaboration avec les partenaires et les organisations de femmes au niveau local est cruciale, tout comme les investissements à long terme réalisés à l'avance afin d'instaurer la confiance.

43. Un enseignement important tiré de la pandémie de COVID-19 est la nécessité de collaborer avec les organisations professionnelles de la santé dans les activités de riposte. Il est essentiel de veiller à ce que les systèmes de santé soient résilients, grâce à l'amélioration de la préparation et à la réalisation d'investissements à long terme avec les partenaires. Les effets de la fermeture des écoles sur les enfants ne sauraient être sous-estimés. Le FNUAP collabore avec les autorités locales en vue de mettre en place des lignes

d'assistance téléphonique qui fournissent un soutien psychosocial aux jeunes. Il dirige également le domaine de responsabilité Violence fondée sur le genre, en adaptant la structure de gouvernance de la zone pour inclure les organisations locales de femmes afin de répondre aux priorités du terrain, renforçant ainsi les capacités et la possibilité d'intervenir rapidement.

44. **M. Nasir** (Représentant, Président du G20 et Représentant permanent de l'Indonésie) dit que l'établissement d'un catalogue détaillant les diverses approches et les enseignements à retenir par les différents pays sera utile à des fins de référence et de mise en œuvre. Il faut se doter d'un mécanisme de prévention, de préparation et d'intervention. Le G20 collabore actuellement avec la Banque mondiale en vue de créer un fonds d'intermédiation financière destiné à aider les pays en développement à se préparer aux pandémies et à les prévenir. Ce fonds peut être utilisé pour construire des infrastructures dans les systèmes de santé nationaux, notamment des hôpitaux et, en coopération avec le secteur privé, des usines de fabrication des vaccins et d'autres médicaments. L'objectif initial du fonds est d'un milliard de dollars ; plusieurs pays ont déjà annoncé des contributions.

45. En Indonésie, le programme éducatif a été réduit et décentralisé afin de préparer l'avenir. Bien que l'alphabétisation et les mathématiques soient des domaines d'intérêt constants, les populations locales ont reçu la latitude nécessaire pour inclure d'autres sujets importants. Une telle approche contribuera à renforcer la préparation en cas de future pandémie.

46. **M^{me} Soeripto** [Présidente-Directrice générale de Save the Children (États-Unis d'Amérique)] déclare que, lorsque les écoles rouvrent après leur fermeture, les enfants les plus vulnérables sont souvent les plus susceptibles de ne pas y retourner, d'abandonner complètement leurs études ou d'avoir des lacunes d'apprentissage une fois de retour, ce qui entraîne une pauvreté intergénérationnelle. L'abandon de l'école a également un impact important sur la santé. Les filles moins éduquées sont plus susceptibles de tomber enceintes. Les taux de mortalité de ces jeunes mères et de leurs enfants étant beaucoup plus élevés que les taux de mortalité infantile et maternelle au niveau mondial, la santé maternelle et la mortalité des moins de 5 ans risquent de pâtir durablement de la déscolarisation des enfants.

47. Chaque collectivité étant différente, les autorités locales, la société civile et le secteur privé doivent tenir compte des contextes particuliers lorsqu'ils envisagent des mesures visant à atténuer les effets des pertes de chance éducative. Les données utilisées pour élaborer

ces mesures devraient être complètes ; par exemple, ces données devraient tenir compte des filles et des enfants handicapés et permettre de bien comprendre les déséquilibres de pouvoir au sein des populations. Les mesures d'amélioration comprennent la mise en place d'une couverture sanitaire universelle, l'extension des systèmes de protection sociale afin d'inclure les plus vulnérables et la garantie d'une éducation accessible à tous. La planification de la préparation à la pandémie existait déjà avant la pandémie ; il faut donc une volonté politique pour mettre en œuvre les conseils existants.

48. Le monde aura besoin de 69 millions d'enseignants au cours des prochaines décennies, en plus de millions de travailleurs sociaux et de personnels de santé supplémentaires. Dans certains pays, des équipes de santé entières doivent être reconstruites. Ces professionnels devraient être rémunérés à la hauteur de ce qu'ils apportent à la société.

49. **M. Castellanos** (Secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge), s'exprimant par visioconférence, déclare qu'il faut absolument appeler à l'action en matière de santé mentale. Une récente enquête menée auprès de jeunes de plus de 90 pays a clairement montré qu'une telle action était urgente. Les catastrophes et les crises ne se produisent pas de manière isolée et il est essentiel de se préparer à faire face à des risques multiples. L'absence actuelle d'action en matière de santé mentale et de risques multiples augmente le risque de violence fondée sur le genre. Les institutions doivent donc accorder une grande attention aux actions de préparation et de sauvegarde afin de détecter plus tôt les problèmes liés à la protection.

50. L'accès aux zones les plus difficiles à atteindre permet non seulement de sauver des vies, mais aussi de déceler plus rapidement les cas de maladies susceptibles de déclencher des pandémies et, partant, de contenir de potentiels virus. Il est essentiel d'agir au niveau local ainsi que de mobiliser et de responsabiliser les populations, afin que leurs besoins soient pris en compte. Si la communauté des donateurs attend que la situation devienne catastrophique pour s'en occuper, il sera trop tard pour sauver des vies.

51. **M^{me} Sherif** (Directrice du fonds Éducation sans délai), s'exprimant par visioconférence, déclare que la protection est au cœur des efforts humanitaires ; la perte de chances éducatives liée à la pandémie doit être examinée de manière globale. L'alimentation scolaire est cruciale car aucun enfant ne peut apprendre le ventre vide ou à la limite de la famine. Il est également essentiel de donner la priorité à l'eau, à l'assainissement et aux services psychosociaux. Les enfants qui ont vécu

des expériences telles qu'un conflit, la dépossession ou des violences sexuelles sont traumatisés et ne peuvent pas apprendre. Les services psychosociaux sont donc le fondement de tout effort de relèvement, notamment en ce qui concerne l'éducation.

52. Il est essentiel pour les femmes et les filles qui bénéficient du système de faire confiance à ceux qui leur apportent de l'aide, ainsi qu'à leurs représentants locaux ou aux gouvernements. L'instauration de la confiance permettra de créer les espaces de sécurité nécessaires. Les principes et les cadres élaborés pour l'ONU par le Secrétaire général dans le contexte de sa réforme doivent être respectés, notamment par la collaboration, les nouvelles méthodes de travail et l'action locale. Ces outils sont prêts à être utilisés pour faire face à la pandémie et à ses conséquences.

53. Le Sommet sur la transformation de l'éducation, qui se tiendra à New York en septembre 2022, est l'occasion de se concentrer sur les personnes les plus défavorisées, notamment les filles et les adolescentes en situation de crise. Afin de les rendre autonomes grâce à l'éducation, il faut un financement des 193 États Membres et du secteur privé. Dans les pays du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'éducation coûte environ 10 000 à 11 000 dollars par an et par enfant. Pendant ce temps, dans les pays touchés par des crises humanitaires, seul un montant de 100 à 150 dollars par enfant est disponible. Avec un tel montant, il est irréaliste de garantir une éducation globale qui inclut la protection, les services de santé mentale, l'alimentation scolaire, l'eau et l'assainissement, ainsi que des mesures visant à atténuer les effets d'une autre pandémie. Les gouvernements, les organismes des Nations Unies et la société civile devraient collaborer afin de soutenir le financement de l'éducation, comme le Secrétaire général l'a demandé dans son message publié le même jour à l'occasion de la conférence et du lancement de la campagne. Le fonds accueillera une conférence de financement de haut niveau en 2023, qui sera l'occasion d'aider les filles actuellement déscolarisées.

54. **Le Président** déclare que la pandémie de COVID-19 a nui à la santé et aux économies, exacerbant les inégalités et aggravant la pauvreté. Il faut investir dans la préparation aux futures pandémies sur la base des enseignements tirés des précédentes crises sanitaires mondiales et régionales. La pandémie de COVID-19 a détruit les moyens de subsistance dans le monde entier et aggravé la pauvreté extrême. Partout dans le monde, les confinements ont eu un coût important pour les plus pauvres et les plus vulnérables, qui dépendent d'un revenu quotidien pour leur subsistance. Le secteur

informel doit donc être soutenu, y compris pendant les crises sanitaires et humanitaires. La pandémie a touché de manière disproportionnée les plus vulnérables, notamment en ce qui concerne les services publics de base, dont la santé et l'éducation.

55. En ce qui concerne l'investissement dans l'éducation, les mesures doivent être souples et adaptables, notamment lorsqu'il s'agit de soutenir la réadaptation des enfants après la pandémie. L'éducation jette les bases du développement durable, y compris de la reconstruction des pays touchés par des crises sanitaires, des catastrophes et des conflits. Un autre enseignement transversal important a été la reconnaissance des pandémies cachées associées aux crises humanitaires. Les conflits, les catastrophes et la pandémie ont eu des effets profonds sur la santé mentale et la dynamique sociale, en particulier lorsque la violence fondée sur le genre est un facteur. L'utilisation de la technologie, les systèmes d'alerte précoce, les actions visant à identifier les maladies et à prévenir leur propagation, et la coordination avec les acteurs et les systèmes locaux sont des exemples d'actions susceptibles de renforcer les capacités en termes de prévention, de préparation et d'intervention.

56. Sans investissement dans la santé et l'éducation, ainsi que dans les systèmes de protection sociale et de développement durable, les effets négatifs de la pandémie persisteront. Les acteurs humanitaires ont un rôle essentiel à jouer en vue de soutenir les personnes particulièrement vulnérables. Les expériences des intervenants et des États Membres, si elles sont combinées, donneront lieu à une stratégie véritablement complète, capable de changer des vies. L'immense défi que représente la résolution des futures crises sanitaires mondiales ne pourra être relevé que par un multilatéralisme fort et inclusif, guidé par l'égalité, la justice, la solidarité et la réciprocité. Le Sommet sur la transformation de l'éducation est l'occasion d'unir nos forces afin de mettre en évidence les priorités dans le domaine de l'éducation.

La séance est levée à 17 heures.